Il ne faut pas oublier que le régime libéral ne peut être tenu responsable de l'administration financière de l'année 1892, vu qu'elle a été contrôlée par le lieutenant-gouverneur, de septembre au 17 décembre 1891, et par les conservateurs du 17 décembre 1891 au 30 juin 1892.

Ils sont donc responsables de la plus grande partie de l'augmentation de la dette du 30 juin 1891 au 30 juin 1892. Cette augmentation est due à leur politique d'extravagance, à leur négligence dans la perception du revenu et à une dépense trop libérale, voulant par ces moyens se rendre agréables aux électeurs dont ils désiraient s'attirer les suffrages.

L'augmentation de la dette nette sous l'administration conservatrice est donc de 5,189,566.71, déduction faite des subventions périmées, des subsides qu'ils ont fait renaître et d'autres items dont le régime libéral n'est pas responsable. Ils ont de plus absorbé le produit des nouvelles taxes et un surcroît de recettes s'élevant à la somme de \$3,121,196.00. En résumé ils ont augmenté la dette de \$5,189,566.71 et ont dépensé un revenu additionnel de 3,121,196.00, le tout s'élevant à la somme de 8,344,597.69.

Ils ont donc trompé la Chambre et le pays sur la vraie situation financière, par leurs déclarations publiques, pendant la dernière campagne électorale, et c'est sur un prétendu équilibre qu'ils comptaient pour se rendre favorable la voix des électeurs.

Ce sont pourtant ces hommes qui se vantent depuis cinq ans d'avoir rétabli l'état financier. Étrange équilibre que celui d'avoir augmenté la dette nette de \$5,189,566.71 et d'avoir dépensé en outre \$3,121,196.00.

Par leurs déclarations publiques la dernière campagne électorale, ils trompaient sciemment ou non les contribuables sur la vraie situation financière et c'est au moyen de ce prétendu équilibre dont ils se vantaient qu'ils pensaient gagner les faveurs populaires.

En faisant de telles déclarations ils connaissaient l'état financier ou ils ne le connaissaient pas. Dans un cas comme dans l'autre, ils trompaient les électeurs comme ils les ont trompés sur la nature de l'administration libérale, au sujet de ses obligations et de ses dépenses.

Les opérations de l'administration qui nous a précédés ont été infructueuses pour la province, et n'ont servi, tout au plus qu'à bénéficier à leurs adhérents mais non aux contribuables. Ils ont montré, pendant leur règne, une ineptie impardonnable ; leur politique a servi aux créatures qui leur étaient dévouées, mais non au peuple, aux yeux duquel ils se sont contentés de faire miroiter d'éblouissantes promesses.

RÉSUMÉ.

Par l'état que j'ai soumis, dès le début de mes remarques, j'ai démontré que notre dette avait été créée pour les fins suivantes :

Déficit entre les recettes et les dépenses ordinaires de 1867 à 1897.....	\$ 3,381,664 93
Payé pour la construction de chemin de fer.....	25,791,216 75
Coût des départements et du nouvel Hôtel du Parlement	1,593,695 91
Palais de Justice à Québec.....	888,501 08
Travaux publics et dépenses spéciales, de 1867 à 1897..	2,959,449 79
	<hr/>
	\$34,614,528 46